

Commission de la construction du Québec

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

2019-2020

---

---

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2018-2019 :
  - a) les endroits et dates du départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé;
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.
  
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 :
  - a) les raisons du déplacement
  - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - c) les coûts ventilés;
  - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
  - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
  
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
  
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

  - a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 ventilées par type d'événement;
  - b) le but visé par chaque dépense;
  - c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

**5. La liste des dépenses en formation de communication :**

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste de formations ventilées par type d'événement.

**6. La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :**

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation.

**7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant:**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final)
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
  - f) les motifs de la demande;
  - g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
  - b) la grille d'évaluation des soumissions;
  - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
  - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
  - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019 en indiquant pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le coût;
  - d) l'échéancier;
  - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :
- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;

- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour ;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
  - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine TI pour les 10 dernières années.
- 13.** Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :
- a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement;
  - e) le distributeur d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - I. au Québec,
    - II. à l'extérieur du Québec.
- 14.** Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - d) les coûts d'acquisition des appareils;
  - e) le coût d'utilisation des appareils;
  - f) le coût des contrats téléphoniques;
  - g) les noms des fournisseurs;
  - h) le nombre de minutes utilisées;
  - i) le coût des frais d'itinérance;
  - j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
  - k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
- 15.** a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour

les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et moins.

- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour

les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
  - n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
  - o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre d'employés permanents et temporaires.
  - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
  - q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
  - r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
  - s) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre de postes vacants.
- 16.**
- a) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
  - b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
  - c) Pour chaque ministère et organismes et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
  - d) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
- 17.** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) la superficie totale réellement occupée;
  - d) la superficie inoccupée;
  - e) le coût de location au mètre carré;
  - f) le coût total de ladite location;
  - g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;

- h) la durée du bail;
  - i) le propriétaire de l'espace loué;
  - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- 18.** Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 19.** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2017-2018 et 2018-2019;
  - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
- 20.** Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
- 21.** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu;
  - g) les prévisions pour 2019-2020.
- 22.** Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
  - b) le salaire;
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
  - d) la date de la mise en disponibilité;
  - e) les prévisions pour 2019-2020.

- 23.** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
  - b) par catégorie d'âge;
  - c) prévisions pour 2019-2020.
- 24.** Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.
- 25.** Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.
- 26.** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale;
  - e) l'assignation actuelle;
  - f) la date de l'assignation hors structure ;
  - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- 27.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :
- a) coût de chacun;
  - b) le fournisseur;
  - c) la nature du service.
- Ventiler le montant total par catégories.
- 28.** Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
- 29.** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site.
- 30.** Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- a) la liste;
  - b) le nom de la personne;
  - c) les mandats de chacune de ces personnes;
  - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
  - e) le résultat du travail effectué;

- f) les échéances prévues;
  - g) les sommes impliquées.
- 31.** Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
- 32.** Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 :
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.
- 33.** La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 :
- a) le détail des mandats;
  - b) le coût (déplacements, etc.);
  - c) le nombre de ressources affectées;
  - d) le nombre de rencontres;
  - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
  - f) l'objet;
  - g) les dates.
- 34.** Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation
- 35.** La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
- 36.** Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.
- 37.** L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.
- 38.** Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.
- 39.** Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
- 40.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) le montant total des primes au rendement et des bonis.

41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43. Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44. Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés.
45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
49. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
50. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
51. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
52. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
55. Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

56. Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
57. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :
- la dépense totale (opération et capital);
  - les grands dossiers en cours;
  - le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
  - préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
59. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :
- le sujet;
  - la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
  - les coûts reliés à sa réalisation;
  - le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:
- la dépense totale relative au paiement des cotisations;
  - la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
  - la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
63. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre.
64. Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :
- l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO<sub>2</sub>);
  - le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO<sub>2</sub>);
  - le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
  - la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO<sub>2</sub>);

- e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);
- f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
- g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

---

**Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2018 figurent sur le site internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels [http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)**

2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019.
  3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
  5. La liste des dépenses en formation de communication.  
Organisée par le ministère ou l'organisme  
Donnée par un professionnel ou une firme externe.
  14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie.
  17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019
- 

**Question dont les réponses se retrouvent sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>**

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :
    - a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
    - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
    - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
    - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
    - e) une description de son mandat;
    - f) la date de début de son contrat;
    - g) la date prévue de fin de son contrat;
    - h) sa rémunération annuelle.
- 

**Questions dont les réponses seront présentées au Rapport annuel de gestion 2018 de la Commission de la construction du Québec.**

32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 :
  - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.
60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2018-2019 :

- a) les endroits et dates du départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé ;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) Les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

#### **Rencontre avec le fournisseur HBM+Green Shield Canada**

Rencontre en vue de nos échanges et de notre collaboration sur le projet TERA et pour aider à comprendre leur fonctionnement.

Windsor, ONT – du 7 au 8 août 2018

Coût = 2 790.88\$ (Vol aller-retour, stationnement, hôtel, taxi et repas)

#### **Formation – Cellibrite Learning Center**

*Cellibrite certified operator & Cellibrate certified physical analyst*

New-Hampshire, USA – du 26 au 31 août 2018

Coût = 3850.00\$ (formation) 1546.97 \$ (déplacement, hébergement, repas)

#### **Congrès de HBM**

Échange et collaboration au congrès de notre partenaire dans le cadre du projet TERA.

Toronto, ONT - du 17 au 19 octobre 2018

Coût = 384.81 \$ (Vol aller-retour, stationnement, taxi)

#### **Conférence ACFE Fraud - Association of certified fraud examiners**

Ottawa, ONT – du 28 au 31 octobre 2018

Coût = 1333.71\$ (déplacement, hébergement, repas)

#### **Rencontre CCDA – Canadian Council of Directors of Apprenticeship**

Échange et collaboration sur le contexte opérationnel de l'apprentissage dans nos provinces et territoires ainsi que sur le Programme du Sceau rouge

Ottawa, ONT - du 13 au 15 novembre 2018

Coût = 971.68\$ (déplacement, hébergement, repas)

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site internet de la CCQ en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 19).

<http://www.ccq.org/fr->

[CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes pour 2018-2019 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

- a)- Visite du bureau régional de la CCQ
- b)- Montréal-Sept-Iles-Montréal du 10 au 11 juin 2018
- c)- Coûts globaux Sept-Iles = 1 248,27 \$

- a)- Visite du bureau régional de la CCQ
- b)- Montréal-Val-d'Or-Montréal du 13 au 14 juin 2018
- c)- Coûts globaux Val-d'Or = 934,95\$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-2

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions 2019-2020
- les noms des firmes de publicité retenues;
- la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Fournisseur	Publicité 2018	Détails
ACQ – Montérégie	4 270 \$	Publicité et placement médias Bâtisseurs Montérégie (contrat négocié)
ACQ – Région Montréal	10 860 \$	Publicité revue Construire - 1 page couleur - 4 parutions (contrat négocié)
Agence Dialekta	9 860 \$	Publicité Google Bing, data studio et SEM banque d'heures
APCHQ – Région Montréal	14 250 \$	Publicité - Revue Québec Habitation - (contrat négocié)
AQISEP	4 000 \$	L'informateur (3 parutions)
Beesum communications	1 500 \$	Espace publicitaire. Bottin téléphonique Cri, Baie-James
CMEQ	6 000 \$	Publicité Informel – 6 parutions (contrat négocié)
CMMTQ	7 260 \$	1 page couleur – Magazine Inter-mécanique du bâtiment (IMB) – 3 parutions (contrat négocié)
Indiana communications	3 990 \$	½ page couleur dans le répertoire de la communauté autochtone (contrat négocié)
JBC Média	3 900 \$	Publicité dans magazine Champions de la construction (contrat négocié)
Le Soleil	4 500 \$	Publicité une page pleine et publiereportage
Magazine Constas	6 681 \$	Le Journal de l'Habitation – Magazine Constas (contrat négocié)
Magazine Formes	18 330 \$	Publicité 1 page dans le magazine Formes – 4 parutions (contrat négocié) plus Web
Pages Jaunes	5 000 \$	Publicité dans les pages blanches et mobiles (contrat négocié)
QMI – Journal 24 heures	2 575 \$	Publicité dans le cahier spécial « Construction et métiers du bâtiment » le 24 avril dans le 24 heures.
Septembre éditeur	2 900 \$	Publicité et placement média-métiers de la construction (contrat négocié)
Solutions d'affaires 411	800 \$	Annonce dans www.affaires411.ca, Annuaire en ligne (contrat négocié)
TC Médias Voir Vert magazine	1 350 \$	Publicité Voir Vert placement dans les médias Constructo
TC Médias Portail constructo	8 000 \$	Publicité Portail constructo
TC Médias Journal constructo	16 800 \$	Publicité Journal constructo

<b>Fournisseur</b>	<b>Publicité 2018</b>	<b>Détails</b>
TC Médias Leader de la construction	3 500 \$	Publicité et placement dans les médias Constructo
TC média projet infrastructures et grands travaux	3 800 \$	Publicité et placement dans les médias Constructo

<b>COMMANDITES 2018</b>	169 800 \$
-------------------------	------------

**NOTE :** Toutes les commandites ont été octroyées de gré à gré par contrats négociés, selon les besoins communicationnels de la CCQ.

<table border="1"> <tr> <th colspan="2"><b>Communiqués de presse en 2018</b></th> </tr> <tr> <td>CNW Telbec</td> <td style="text-align: right;">6 000 \$</td> </tr> </table>		<b>Communiqués de presse en 2018</b>		CNW Telbec	6 000 \$
<b>Communiqués de presse en 2018</b>					
CNW Telbec	6 000 \$				
<p>L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du <i>Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4, paragraphe 24).</p> <p><a href="http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses">http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses</a></p>					

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 18 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2018-2019 en les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Aucune conférence de presse ou événement pour l'année 2018.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 18 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste de formations ventilée par type d'événement.

Deux formations en 2018 :

Les Affaires/ communications internes = 695 \$

Les Affaires/ médias sociaux = 1 000 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 22 et 23).

<http://www.ccq.org/fr->

[CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 18 MARS 2019

RG-5

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-6**

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation ;
- e) les personnes qui ont reçu la formation.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme ;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Voir annexe.

L'information est disponible, selon les seuils prévus sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 14 MARS 2019

**FICHE RG-7 ANNEXE - REGISTRE DES CONTRATS**

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (avant taxes)	Type de contrat
6020607 Canada inc. (Stéphane Lavoie)	Services d'entretien et support des deux tableaux de bord corporatifs - GIR et VI	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
9231-9771 Québec inc. (f.a.s.r.s. Unik Média)	Production vidéo - capsule Mythes	4,960.00 \$	GRÉ À GRÉ
9231-9771 Québec inc. (f.a.s.r.s. Unik Média)	Production vidéo - capsule Services en ligne	7,710.00 \$	GRÉ À GRÉ
A & A Vitres et Miroirs	Service d'entretien des vitres et portes - Siège social et BRM	7,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
ADT-Canada	Service de télésurveillance - bureau de Chicoutimi	1,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Alarme BSL inc.	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Rimouski	386.00 \$	GRÉ À GRÉ
Alarme Trans-Canada	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau de Sherbrooke	2,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Alpha Plantes	Service d'entretien des plantes d'intérieur - Siège social et BRM	15,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Altel inc.	Services d'entretien et de réparation des systèmes d'accès et de caméras de surveillance	24,999.00 \$	GRÉ À GRÉ
Andréanne (9287-4221 Québec inc)	Organisation de la journée des intermédiaires	18,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Balises et Poteaux du Nord Plus	Service d'entretien des balises de déneigement - Siège social et BRM	12,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
BDO Canada SRL	Services d'accompagnement de la VI dans différents mandats	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Bell Canada	Frais courants pour la connexion internet ADSL	7,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Binatek	Service d'entretien du compteur de billets BN-310 - service à la clientèle, BRM	225.00 \$	GRÉ À GRÉ
Binatek	Service d'entretien de l'encodeuse à chèques Sheartech EN-5800E (BN: 12251)	495.00 \$	GRÉ À GRÉ
Binatek	Service d'entretien de l'encodeuse à chèques Sheartech EN-5800E (BN: 12801)	495.00 \$	GRÉ À GRÉ
C.AC. Entrepreneur Électrique	Services en électricité - siège social et BRM	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Cadexair inc.	Entretien du système d'évacuation des vapeurs de cuisson	2,595.00 \$	GRÉ À GRÉ
CEMEQ	Mise à jour du Guide d'exercices - Électricité	21,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Centrale Thermique BC Plus inc.	Service de traitement de l'eau du réseau de chauffage - Siège social	19,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Centre d'élaboration des moyens d'enseignement du Québec	Guide Révision des notions théoriques - Carreleur	15,700.00 \$	GRÉ À GRÉ
Chemin Faisant	Services de traiteur	24,100.00 \$	GRÉ À GRÉ
Collège de Maisonneuve	Services professionnels formation "Recrutez vos employés efficacement"	3,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	Matériaux pour la formation "Assemblage de fibres de carbone polymère"	7,963.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire des Îles	Tenue et supervision d'examens de qualification professionnelle - Îles-de-la-Madeleine	8,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire St-Hyacinthe	Matériaux pour la formation "Grue à tour" - structure en acier	2,808.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire St-Hyacinthe	Matériaux pour la formation "Grue à tour" - bennes, pierre de rivière	6,300.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire St-Hyacinthe	Matériaux pour la formation "Manutention et gréage pour électriciens, niveau avancé"	19,965.04 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire St-Hyacinthe	Matériaux pour la formation "Thermopompes géothermiques"	22,670.00 \$	GRÉ À GRÉ
Conférence Dialogue	Services de conférence téléphonique	4,416.00 \$	GRÉ À GRÉ
Constructo (TC Médias)	Publicité - partenariat d'exploitation du site VoirVert.ca	8,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Couturier, Claire	Services professionnels -Organisation pour les Olympiades des métiers et technologies	11,700.00 \$	GRÉ À GRÉ
CSPQ	Abonnement annuel au réseau intégré des bibliothèques gouvernementales - plateforme web	11,400.00 \$	GRÉ À GRÉ
CSPQ - Technologies de l'information	Utilisation de plateforme applicative pour ordinateur central pour impression à haut volume	350.00 \$	GRÉ À GRÉ
Descormiers et Associés inc. (Intelligence d'Affaires)	Syst. év. satisfaction participants activités de perfection.	12,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Dév. Économique St-Laurent	Services d'accompagnement dans le service de bilan du transport durable	5,153.00 \$	GRÉ À GRÉ
DHI inc.	Services de mise et au point et de nettoyage des appareils de chauffage et des chauffe-eau au gaz - Siège social	10,022.00 \$	GRÉ À GRÉ
Dialogs (9209-6601 Québec inc)	Groupe test pour nouveau site web	24,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Elixir Technologies	Renouvellement annuel Logiciel DesignPro for AFP Migration package	11,584.00 \$	GRÉ À GRÉ
Ellicom Inc	Correction anomalie PC-Formation en ligne- "Signalisation et gréage"	4,920.00 \$	GRÉ À GRÉ

Ellicom Inc	Services d'Assurance qualité de la formation en ligne "Signalisation et gréage"	7,560.00 \$	GRÉ À GRÉ
Ellicom Inc	Correction anomalie PC-Formation en ligne- "Signalisation et gréage"	21,375.00 \$	GRÉ À GRÉ
Équipements MCF inc.	Services d'entretien de niveleur de quai et mini-nacelle de la DRM	2,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
ESI Technologies inc.	Analyse de l'infrastructure des réseaux filaires et sans fil et du pare-feu	5,360.00 \$	GRÉ À GRÉ
ESI Technologies inc.	Analyse de l'infrastructure de stockage et VM Ware	21,360.00 \$	GRÉ À GRÉ
Extermax	Services d'extermination - siège social et bureau régional de Montréal	3,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
for.design planning	Services professionnels en design	11,200.00 \$	GRÉ À GRÉ
Françoise Fiset et Associés (FFA) - Expertises médicales	Services professionnels - médecin-conseil - RH - FFA	12,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
FrancoTyp Postalia	Entretien d'ouvre-lettres FrancoTyp Postalia LO3050	375.00 \$	GRÉ À GRÉ
FrancoTyp-Postalia Canada inc.	Location compteurs postaux FrancoTyp-Postalia Optimail 30	4,150.00 \$	GRÉ À GRÉ
Fujitsu Conseil (Canada) Inc.	Licences MacroScope en ligne de Fujitsu	10,200.00 \$	GRÉ À GRÉ
Gauthier, Catherine	Services-conseils - cartographie du parcours client	9,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
GDI Services Techniques	Service de mécanicien pour machines fixes	24,999.00 \$	GRÉ À GRÉ
Groupe Constructo (TC Medias Transcontinental S.E.N.C.)	Placement de publicité dans le Journal Constructo	16,800.00 \$	GRÉ À GRÉ
Groupe RCM inc.	Collecte des matières recyclables (papier, verre, métal) au bureau de Trois-Rivières	2,818.00 \$	GRÉ À GRÉ
Groupe Sanyvan inc.	Services de nettoyage de l'intercepteur de graisse de la cafétéria	4,410.00 \$	GRÉ À GRÉ
IBM Canada Ltée	Entretien du logiciel de paie Risk 6000 et ses périphériques	6,597.00 \$	GRÉ À GRÉ
Infosat Communications	Service de téléphonie par satellite - Côte-Nord	2,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Iron Mountain (anciennement Recall)	Services d'entreposage, de protection et de gestion des bandes informatiques	12,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Jean-François Pouliot	Services professionnels - accompagnement révision des analyses de professions	4,250.00 \$	GRÉ À GRÉ
La Capitale Assurances Générales	Assurance automobile pour les véhicules de la CCQ	3,334.00 \$	GRÉ À GRÉ
La Capitale Assurances Générales	Assurance automobile pour les véhicules de la CCQ	3,387.20 \$	GRÉ À GRÉ
La Compagnie Électrique Britton Limitée	Services en électricité - Siège social et BRM	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
La ligne Verte: Toit Vert inc.	Création et maintenance du potager au Siège social	1,985.00 \$	GRÉ À GRÉ
La ligne Verte: Toit Vert inc.	Services d'entretien des aménagements paysagers - Siège social et BRM	18,771.00 \$	GRÉ À GRÉ
Laliberté - Service de gestion en alimentation	Services de traiteur	7,300.00 \$	GRÉ À GRÉ
Lamcom Technologie	Matériel et main-d'œuvre produits de signalisation intérieure et extérieure	5,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Lionbridge	Services de traduction pour banque de questions pour l'activité limitée "Camion-flèche"	1,881.55 \$	GRÉ À GRÉ
Lionbridge	Services de traduction pour banque de questions d'examen - Grutier	2,160.01 \$	GRÉ À GRÉ
Lionbridge	Services de traduction pour banque de questions d'examen - Briqueteur-maçon	2,849.15 \$	GRÉ À GRÉ
Mariane L'Écuyer	Services-conseils - Accompagnement en centre d'appels	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Me Olivier Desprès	Services d'avocat - dossiers de médiation - avantages sociaux	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Médecin Québec	Fourniture sur demande de produits de premiers soins	5,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Médiosolution Ltée	Service d'extraction de données financières de Magistra à la demande de la DRF	12,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Michel Toupin	Services-conseils - expert pour le comité de placement	6,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Microtec Securi-T	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau régional de Val d'Or	240.00 \$	GRÉ À GRÉ
Minimal Médias inc.	Services de conception graphique - calendrier 2018	11,200.00 \$	GRÉ À GRÉ
Neopost	Location de deux compteurs postaux pour le bureau de Québec	1,350.00 \$	GRÉ À GRÉ
OutSideSoft	Abonnement annuel à SimpleSondage en ligne	3,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Paradis Aménagement Urbain inc	Services de déneigement - Québec	14,365.00 \$	GRÉ À GRÉ
Paradis Montpetit Beauchamps Inc.	Services de huissier - inspection Gatineau	11,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Pyromateck	Entretien préventif des extincteurs portatifs - Gatineau	600.00 \$	GRÉ À GRÉ
Quantic Conseil inc.	Services-conseils sur le web, les mobiles, l'architecture et l'ergonomie	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Régulvar inc	Services d'entretien des systèmes de régulation - Siège social	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Royal Lepage Haut Richelieu	Avenant pour prolonger le bail à Chambly pour une durée d'un an	5,100.00 \$	GRÉ À GRÉ
Services Matrec inc.	Service de récupération de matières recyclables (papier, carton, verre, métal, plastique) plus location du conteneur	5,500.00 \$	GRÉ À GRÉ

Services Matrec. Div. Sherbrooke	Service de location de conteneur et enlèvement des déchets - bureau de Sherbrooke	7,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Simplex Grinnell (Tyco)	Réparations du système de protection-incendie - Siège social et BRM - réparation et matériaux hors contrat	7,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Simplex Grinnell (Tyco)	Service d'inspection du système de protection-incendie - BRM	14,763.00 \$	GRÉ À GRÉ
Simplex Grinnell (Tyco)	Service d'inspection du système de protection-incendie - Siège social	21,897.00 \$	GRÉ À GRÉ
Sonia Pelletier	Services professionnels de coaching individuel	6,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
SPI Sécurité	Service d'inspection des extincteurs portatifs - bureau de Val d'Or	600.00 \$	GRÉ À GRÉ
Stanley Sécurité	Service de télésurveillance à système d'alarme intrusion et incendie BRQ	6,548.40 \$	GRÉ À GRÉ
Tact Intelligence conseil inc.	Services-conseils en relations publiques - Plan de gestion de crise	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Télébec S.E.C.	Inscription de la CCQ aux annuaires téléphoniques de Val d'Or, Mont-Laurier, Cap-aux-Meules	300.00 \$	GRÉ À GRÉ
Traitement d'eau expert inc.	Service de traitement de l'eau du réseau de chauffage - BRM	6,288.00 \$	GRÉ À GRÉ
Unikmédia (9231-9771 Québec inc)	Production vidéo - capsule chèque	8,590.00 \$	GRÉ À GRÉ
Unikmédia (9231-9771 Québec inc)	Production vidéo - capsule régime Médic	24,100.00 \$	GRÉ À GRÉ
Université de Sherbrooke	Avenant no.3 avec le locataire pour prolonger le bail pour une durée d'un an	5,202.00 \$	GRÉ À GRÉ
Valtech	Services-conseils - cartographie du parcours clientèle employeur	8,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Videotron	Services de télédistribution	3,840.00 \$	GRÉ À GRÉ
Ville de Trois-Rivières	Location d'espaces de stationnement - Ville de Trois-Rivières	4,560.00 \$	GRÉ À GRÉ
Vincent Lanoix-Meunier	Services-conseils pour gestion, diffusion et alimentation des réseaux sociaux	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Vumetric Cybersecurity	Audit de sécurité - tests d'intrusion sur l'environnement TI	23,250.00 \$	GRÉ À GRÉ
Xerox Canada Ltée	Entretien du logiciel Digipath Freeflow 5.0 Readymaker pour Xerox EPS115	1,934.91 \$	GRÉ À GRÉ
Xerox Canada Ltée	Service en entretien de photocopieur Xerox 4110 - centre de reprographie	10,730.00 \$	GRÉ À GRÉ
Yannick Sauro (Lix3)	Services en conception graphique	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-8**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-8

<b>RG-9 - ANNEXE</b>			
<b>No appel d'offres</b>	<b>500835-2 - Acquisition téléphones Avaya</b>	<b>Soumission conforme</b>	<b>prix soumis</b>
		Telus Communications (Québec) inc.	117,903.28 \$
<b>No appel d'offres</b>	<b>500836 - Services de préparation postale</b>	<b>Soumission conforme</b>	<b>prix soumis</b>
		9248-5523 Quebec Inc ( DXP Postexperts )	338,313.83 \$
		Kopel Communications postales et électroniques inc.	498,988.00 \$
		Publications 9417	-
<b>No appel d'offres</b>	<b>500837 - Fourniture d'une solution de gestion des réclamations d'assurance</b>	<b>Soumission conforme</b>	<b>prix soumis</b>
		Green Shield Canada inc.	42,272,553.60 \$
		Telus	47,052,827.62 \$
<b>No appel d'offres</b>	<b>500838 - Acquisition d'imprimantes mobiles Zebra ZQ520</b>	<b>Soumission conforme</b>	<b>prix soumis</b>
		ACCEO Solution Inc. (Division Gtechna)	96,926.61 \$
		CPU Design inc.	97,757.50 \$
		INSO inc.	99,687.50 \$
<b>No appel d'offres</b>	<b>500839 - Travaux de modernisation de l'ascenseur de service - BRM</b>	<b>Soumission conforme</b>	<b>prix soumis</b>
		aucun soumissionnaire	
<b>No appel d'offres</b>	<b>500843 - Programme de gestion de la santé de l'industrie de la construction du Québec et services de réadaptation</b>	<b>Soumission conforme</b>	<b>prix soumis</b>
	Programme Construire en santé Lot 1 - Santé physique	Optima Santé Globale inc.	11,787,850.00 \$
		Morneau-Sheppell Ltd	13,961,142.39 \$
	Programme Construire en santé Lot 2 - Service réadaptation	Optima Santé Globale inc.	575,825.00 \$
		Morneau-Sheppell Ltd	-
		Physiothérapie Universelle	-
<b>No appel d'offres</b>	<b>500844 - Services de déneigement</b>	<b>Soumission conforme</b>	<b>prix soumis</b>
		Les Entreprises Tony Di Feo inc.	74,700.00 \$

No appel d'offres	500848 - Accompagnement – Solution intégrée de gestion	Soumission conforme	prix soumis
		BDO Canada S.R.L./S.E.N.C.R.L.	149 \$/h
		CGI	155 \$/h
		PriceWaterhouseCoopers	268 S/h

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Voir annexe.

L'information est disponible, selon les seuils prévus sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-10**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019 en indiquant pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-10

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> .

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-11

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige *la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics* ;
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les dix dernières années.

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018			
Nom	Nature	Statut	Coûts 2018
Gestion des livraisons et des environnements des applications	Mettre en place des environnements technologiques, des outils informatiques et des processus afin de rendre plus efficace la livraison, l'exploitation, le maintien et l'évolution des applications de la CCQ.	Complété	1,973,709\$
Remplacement du rapport mensuel	Analyse pour remplacer les fonctions de nature non-financière du système COMIC : déclaration des activités de l'employeur (rapport mensuel)	Complété	498,905\$
Qualification eau potable	Améliorations aux systèmes de gestion de la main d'œuvre pour harmoniser des modalités de renouvellement de la certification Manœuvre à l'aqueduc à celles des certificats de compétence-occupation (CCO)	En cours	553,327\$
Gestion de la mobilité dans l'apprentissage	Améliorations aux systèmes de gestion de la main d'œuvre pour mettre en œuvre des dispositions réglementaires devant assurer l'opérationnalisation de l'entente inter-provinces et inter-territoires concernant la mobilité des apprentis.	En cours	891,688\$

Plan de formation en entreprise et activité partagée pour grutier	Améliorations aux systèmes informatiques pour permettre un meilleur accès au métier de grutier dans le cadre d'une pénurie de main-d'œuvre et création d'une nouvelle qualification partagée de camion-flèche pour des compagnons d'un autre métier que grutier.	En cours	646,945\$
Traitement électronique des réclamations d'assurances	Remplacement du système de paiement de réclamation de frais d'assurance.	En cours	862,824\$
Examens de qualification informatisés	Mise en place d'une solution progicielle d'évaluation des compétences pour administrer les examens de qualification provinciale en remplacement de LXR-Test.	En cours	559,094\$
Conformité	Acquisition et mise en place d'un nouveau progiciel pour la gestion des activités de vérifications et d'enquêtes.	En cours	719,553\$
Infrastructure d'intégration orientée services	Mise en place d'un écosystème d'intégration basé sur une plateforme hybride (locale et infonuagique) permettant l'intégration centralisé des SI et des partenaires.	En cours	773,031\$
Communication unifiée, optimisation d'outils	Rehaussement et virtualisation du serveur CMS utilisé pour effectuer le suivi en temps réel ainsi qu'effectuer l'administration quotidienne des centres de contacts Rehaussement et virtualisation des serveurs RVI utilisés pour les services automatisés de la CCQ.	Complété	117,709\$
Rehaussement applicatif	Rehaussement massif du patrimoine applicatif distribué (normalisation, packaging et déploiement).	Complété	780,614\$
Zones de sécurité	Amélioration de la sécurité réseau	Reporté	202,151\$
Authentification unifiée	Le projet consiste à implanter une solution pour l'authentification unifiée (SSO – Single Sign On).	En cours	261,439\$
Pare-feu nouvelle génération	Déploiement de pare-feu de nouvelle génération et migration du trafic opérationnel	Complété	101,198\$

\*La Commission de la construction du Québec n'est pas soumise à la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 12 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. au Québec,
  - II. à l'extérieur du Québec.

**Direction générale de la CCQ  
1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018**

Remboursement de frais de transport	4156.18\$
Remboursement des frais d'hébergement	1263.93\$
Remboursement des frais de repas	1775.17\$
Achat d'une table à la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	1138.25\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) le coût des frais d'itinérance;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

	2018
Téléphones	372
Téléavertisseurs	0
Coût acquisition	0
Coût utilisation	iPhone – 33.90 \$/mois (347 appareils –Rogers) iPhone – 46.15 \$/mois (17 appareils – Telus) Cellulaires – 9.20 \$/mois (8 appareils – Rogers)
Fournisseur	Rogers Telus via le CSPQ
Frais d'itinérance	3052.02 \$
Coûts résiliation	380.00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 20 MARS 2019

RG-14

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
  - Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ.
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de poste abolis ventilé par ceps d'emploi ;
- r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs ;
- s) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de postes vacants.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*

(Voir en annexe l'extrait du *Rapport annuel de gestion 2018* de la CCQ)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 18 MARS 2019

## RG-15 EMPLOYÉS VENTILÉS PAR CATÉGORIE 2018

	Plan d'effectifs 2018
	Employés permanents
<b>Direction générale</b>	<b>10</b>
Direction générale	2
Bureau des plaintes	2
Vérification interne	6
<b>Vice-présidence du soutien à la gouvernance</b>	<b>71</b>
VP	3
Ressources humaines et transformation	22
Affaires publiques et communications	13
Stratégies et portefeuille de projets	33
<b>Vice-présidence à la vérification et enquête</b>	<b>402</b>
VP	6
Enquêtes	35
Soutien à la vérification	20
Unité autonome de vérification	11
FISIC	8
Directions régionales	322
<b>Vice-présidence du service à la clientèle et aux partenaires</b>	<b>364</b>
VP	2
Formation professionnelle	57
Gestion de la main-d'œuvre	32
Avantages sociaux	134
Service à la clientèle	139
<b>Vice-présidence aux finances et aux ressources</b>	<b>80</b>
VP	2
Ressources financières	55
Gestion des placements et trésorerie	2
Budget et analyses financières	1
Ressources matérielles	20
<b>Vice-présidence des technologies de l'information</b>	<b>111</b>
<b>Vice-présidence aux affaires juridiques et secrétariat général</b>	<b>34</b>
VP	3
Application des conventions collectives	9
Services juridiques	22
<b>TOTAL</b>	<b>1072</b>

INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AU 31 DÉCEMBRE 2018

Répartition des effectifs par type de catégorie d'emploi	PERMANENTS	1017
	TEMPORAIRES	49
	Cadre et membres de la direction	132
	Professionnels non syndiqués	83
	Professionnels syndiqués	154
	Personnel administratif	697
	Hommes	303
	Femmes	763

Taux de roulement	4.38%
-------------------	-------

Embauche	111 employés
----------	--------------

Investissement en matière de formation par rapport à la masse salariale	2.26%
---	-------

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-16

- a) Pour chaque ministère et organismes, par direction pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020: le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020: le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines*.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020: le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 18 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail ;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Voir annexe

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27). [http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-17

Commission de la construction du Québec

Étude des crédits 2019-2020

#RG-17

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

<b>RÉSUMÉ BAUX 2018-2019 CCQ</b>					
<b>Emplacement</b>	<b>Propriétaire</b>	<b>Durée du bail</b>	<b>Superficie Totale*</b>	<b>Loyer annuel</b>	<b>Aménagement</b>
Rimouski 188 rue des Gouverneurs	GESTION DIANE OUELLET	5 ans du 1 <sup>er</sup> février 2016 au 31 janvier 2021	399,9 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 92 859 \$/an 232 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Saguenay 1299 des Champs Élysées	CIDIC LTÉE	5 ans du 1 <sup>er</sup> septembre 2016 au 31 août 2021	415,6 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 92 138 \$/an 222 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Mauricie 125 rue des Forges, suite 500	INVESTISSEMENTS OLYMBEC LTÉE	5 ans du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2022	518,2 m <sup>2</sup>	Loyer annuel 115 632 \$/an 223 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Montréal 1611 Crémazie	INDUSTRIELLE ALLIANCE	5 ans du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021	1 217.2 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 395 287 \$/an 325 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Gatineau 225 Montée Paiement	LES ENTREPRISES P. BONHOMME LTÉE	Option 5 ans du 1 <sup>er</sup> juin 2016 au 31 mai 2021	451 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 120 792 \$/an 268 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Sept-Îles 598 Boul. Laure, bureau 112	GESTION MAJICOR ENR.	5 ans du 1 <sup>er</sup> octobre 2014 au 30 septembre 2019	451 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 84 654 \$/an 188 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Varenne 150 rue Jean-Coutu	SPORTPLEX DE L'ÉNERGIE	1 an du 1 <sup>er</sup> mai 2018 au 30 avril 2019	11,15 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 2 475 \$/an 222 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Chambly 1729 avenue Bourgogne	LES IMMEUBLES RICHELIEU N. RÉON INC.	1 an du 28 mai 2018 au 27 mai 2019	-	Loyer annuel : 5 100 \$/an 425 \$/mois	0 \$
Baie-Comeau 550, Boul. Blanche	LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	10 octobre 2018 au 9 octobre 2019	26,24 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 3 118,92 \$/an 119 \$/m <sup>2</sup>	0 \$

Superficie totale du local est égale à la superficie réellement occupée. Il n'y a donc pas de superficie inoccupée.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-18**

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la Direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Pour l'année financière 2018, il n'y a pas eu de travaux effectués dans ces locaux.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-18

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2017-2018 et 2018-2019;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-19

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-20**

Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

La Commission de la construction du Québec ne possède pas de budget discrétionnaire.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-20

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2019-2020.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2019-2020.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge ;
- c) prévisions pour 2019-2020.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-23

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-24**

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-24

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Pour chaque ministère et organismes, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2019

RG-25

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-26

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

	<b>2018</b>
Total des abonnements <b>imprimés</b>	57
COÛT	20,232.41\$

	<b>2018</b>
Total des accès <b>électroniques</b>	33
COÛT	107,868.87\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 18 MARS 2019

RG-27

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-28**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune dépense n'a été encourue pour 2018.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 18 MARS 2019

RG-28

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

- a) Le nom du site Web : ccq.org
- b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :  
Ergonet/Sid Lee
- c) Les coûts de construction du site : 32 700 \$ (en 2003)
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour : 225 963\$
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte 75 000 \$
  - Analyse et recommandation
  - Nouvelles maquettes pour nouvelle navigation et nouveaux menus
  - Avoir un site compatible au mobile
- f) Visites – nombre de hits : 4 190 000
- g) Fréquence moyenne de mise à jour : entre 15 à 20 quotidienne
- h) Responsable du contenu du site : Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 18 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-30**

Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Aucune nomination de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-30

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-31

Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2018* de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

La liste exhaustive de tous les mandats et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019:

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Sans objet.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-33

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-34**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2019

RG-34

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-35

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-36**

Le détail des crédits périmés et reportés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE:** 6 MARS 2019

RG-36

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-38**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.

La CCQ n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-39**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

2018

Subvention du gouvernement du Québec

Versé par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Accès construction

4 078 500\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-40**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

La Commission de la construction du Québec n'a pas de primes au rendement et de bonis.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2019

RG-40

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-41**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Les primes de départ pour l'année 2018 totalisent : 721,499.00 \$.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La CCQ a indexé toutes les échelles salariales de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et 0 % au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour les employés hors convention et employés syndiqués SPECCQ et de 1 % pour les employés syndiqués SEPB. De plus, le conseil d'administration de la CCQ a autorisé l'utilisation de la marge de manœuvre de 2 % octroyée par le Conseil du trésor pour 2018-2019, cette marge a été utilisée pour les employés hors convention en augmentant les échelles salariales de 2018 et 2019.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 2 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeants qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-44**

Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2019

RG-44

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2019

RG-45

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-46**

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2019

RG-46

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

Coûts de reconduction des programmes existants : La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 27 MARS 2019

RG-47

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-48

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La CCQ n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2019

RG-48

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-49**

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Aucun employé n'est affecté spécifiquement au Plan Nord.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-49

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-50**

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-50

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-51**

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-51

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-52**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-52

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-53

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-54**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-54

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-55**

Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-55

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-56**

Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

Les sommes dépensées pour les services juridiques le sont à même le budget de fonctionnement de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 13 MARS 2019

RG-56

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) la dépense totale (opération et capital);

- a) La dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

### Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l'information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2018 Du 1 <sup>er</sup> jan au 31 décembre <sup>(1)</sup>
Charges reliées aux effectifs	10 178 878 \$
Administration	138 791 \$
Entretien équipements et logiciels	2 382 140 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	936 110 \$
Autres frais	201 879 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	3 038 985 \$
<b>TOTAL</b>	<b>16 876 783 \$</b>

(1) données préliminaires – états financiers non finalisés

#### e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. [www.seao.ca](http://www.seao.ca)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 11 MARS 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-58**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie de l'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la Loi sur la fonction publique.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 20 MARS 2018

RG-58

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-59**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-59

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-60**

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2018* de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

RG-60

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-61

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun:

- a) le sujet ;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé ;
- c) les coûts reliés à sa réalisation ;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-62

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2017-2018 et 2018-2019, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

La CCQ n'est pas visée par la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor. Une directive administrative interne encadre toutefois le remboursement de tels frais.

- a) Du 1er janvier au 31 décembre 2018 : 80 609 \$
- b) Liste des associations, ordres ou corporations professionnels :

Association canadienne des chefs de police  
Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)  
Association of certified fraud examiners  
Association sur l'accès à la protection de l'information  
Barreau du Québec  
Bénévoles ACCP  
Certified ethical hacker – EC – Council international Ltd  
Forum des secrétaires du Québec  
Institut canadien des actuaires  
ISACA - CISA  
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec  
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA)  
Ordre des ingénieurs du Québec  
Ordre des psychologues du Québec  
Project Management Institute (PMI)  
Society of actuaries  
The open group architecture framework (TOGAF)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 18 MARS 2019

RG-62

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-63**

Pour 2018-2019, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 6 MARS 2019

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-64

Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :

- a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO<sub>2</sub>);
- b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO<sub>2</sub>);
- c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt CO<sub>2</sub>);
- e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);
- f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
- g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 25 MARS 2019

RG-64